



4 septembre 2011

Centre Meir Amit d'Information  
sur les Renseignements et le  
Terrorisme

## Premières réactions palestiniennes au Rapport Palmer

### Aperçu général

1. Les porte-parole de l'Autorité Palestinienne et du Hamas ont été prompts à dénoncer le Rapport Palmer, critiquant notamment la conclusion selon laquelle **le blocus maritime israélien de la bande de Gaza est légal au regard de la loi internationale et Israël a le droit de se défendre** (Voir Annexe). Les porte-parole du Fatah, du Hamas et du Jihad Islamique Palestinien ont salué le gouvernement turc et sa décision d'expulser l'ambassadeur [israélien] et ont appelé à des sanctions supplémentaires contre Israël.

2. Du point de vue palestinien, **le rapport fournit à Israël la légitimité de poursuivre son blocus maritime de la bande de Gaza** et porte préjudice aux projets de convois et de flottilles.<sup>1</sup> Les porte-parole du Hamas ont invité le Tribunal Pénal International (TPI) de la Haye à réparer "l'erreur sérieuse de l'ONU", saluant par ailleurs les tentatives du gouvernement turc de faire juger Israël dans des tribunaux internationaux et appelant à de nouveaux convois pour Gaza. L'**OLP** a annoncé son intention d'agir en coordination avec le gouvernement turc afin de faire appel auprès du TPI en vue du rejet du Rapport Palmer.

### Premières réactions palestiniennes

3. **Salam Fayyad**, le Premier ministre de l'Autorité Palestinienne, s'est déclaré **inquiet que l'ONU considère "le blocus" comme légal**. Selon lui, le rapport encourage Israël à

---

<sup>1</sup> La justification du projet d'envoi de flottilles a déjà subi un revers dans l'arène internationale. Les États-Unis et d'autres pays occidentaux ont exprimé leurs réserves au sujet de la dernière flottille et ont averti leurs citoyens contre le fait d'y participer. Une porte-parole du Département d'Etat américain a déclaré que la flottille était susceptible d'être "provocatrice" et "dangereuse", ajoutant qu'il existe des moyens efficaces de soutenir la bande de Gaza et qu'il n'y a aucun besoin d'une flottille. Elle a également précisé qu'Israël avait le droit de se défendre contre la contrebande d'armes dans la bande de Gaza.

continuer à violer les droits de l'Homme des Palestiniens, notamment dans la bande de Gaza. Il a précisé que l'Autorité Palestinienne œuvrerait par le biais des institutions internationales afin de mettre un terme à la "souffrance des résidents de la bande de Gaza" et a appelé la communauté internationale à agir en vue de la levée du "siège" (Al-Hayat Al-Jadeeda, 4 septembre 2011).

4. **Tawfiq al-Tirawi**, membre du comité central du Fatah, faisant référence à l'initiative turque d'abaisser le niveau des relations diplomatiques avec Israël, a déclaré qu'il s'agissait du **minimum qu'un pays peut faire** quand ses citoyens sont opposés à la mort de ceux "partis en mission humanitaire de solidarité pour lever le siège de la bande de Gaza". Il a ajouté qu'il s'agissait d'un "coup dur opportun" porté au gouvernement israélien et d'une punition pour "les crimes qu'il commet contre l'humanité" et pour son refus de présenter des excuses (Agence de presse Wafa, 2 septembre 2011).

## Réaction de l'OLP

5. Le comité exécutif de l'OLP a déclaré que le Rapport Palmer contredisait le droit international. Ses membres ont annoncé leur intention d'agir en coordination avec le gouvernement turc et de faire appel au TPI de la Haye en vue du rejet du rapport, qui qualifie le blocus de "justifié et légal" (Agence de presse allemande DPA, citée par le site Internet Qudsnews, Ramallah, 4 septembre 2011).

## Réactions du Hamas

6. **Mahmoud al-Zahar**, haut responsable du Hamas dans la bande de Gaza, a affirmé que le Rapport Palmer n'était pas objectif puisqu'il considère le "siège" de la bande de Gaza comme légal. Il a dit qu'en qualifiant le blocus de légal, **il justifiait de fait les actions d'Israël contre tout organe œuvrant à sa levée**. Il a déclaré que le rapport était clairement influencé contre la Turquie et les Palestiniens et était le produit de pressions israélo-américaines. Il a appelé la Turquie à imposer des sanctions supplémentaires à Israël (Site Internet du Hamas Palestine-Info, 4 septembre 2011).



Mahmoud al-Zahar (Site Internet du Hamas Palestine-info, 4 septembre 2011)

7. **Sami Abu Zuhri**, porte-parole du Hamas, a qualifié le **rapport "d'injuste et non équilibré"**, affirmant qu'il permet à Israël **"d'esquiver toute responsabilité"** (Agence France Presse, 1<sup>er</sup> septembre 2011).

8. **Le Hamas a publié un communiqué** appelant au boycott d'Israël et à la fin du "blocus" de la bande de Gaza. Le texte précise également que le Hamas salue les tentatives du gouvernement turc de faire juger "l'entité sioniste" [cf., Israël] dans des tribunaux internationaux (Site Internet du Hamas Palestine-Info, 2 septembre 2011).

9. **Ismail Radwan**, haut responsable du Hamas, a déclaré dans une conférence de presse que le Rapport Palmer contredisait tous les rapports internationaux traitant des droits de l'Homme. Il l'a qualifié de **"cruel et illogique"**, affirmant qu'il **accorde une légitimité au "siège"** et encourage Israël à commettre des crimes contre les Palestiniens et toute l'humanité. **Il a appelé le Tribunal Pénal International de la Haye à "corriger l'erreur sérieuse de l'ONU"** (Télévision Al-Aqsa du Hamas, 3 septembre 2011).



Ismail Radwan (Site Internet du Hamas Palestine-info, 4 septembre 2011)

10. Ismail Radwan a également exprimé son soutien à la décision de la Turquie d'expulser l'ambassadeur israélien et a appelé les Etats arabes à **répliquer au rapport de façon**

**pratique en envoyant des convois d'aide dans la bande de Gaza** (Télévision Al-Aqsa du Hamas, 3 septembre 2011).

11. D'autres porte-parole du Hamas ont aussi exprimé leur soutien aux mesures adoptées par la Turquie :

1) **Sami Abu Zuhri** a soutenu la Turquie en déclarant que l'expulsion de l'ambassadeur israélien était "la réponse naturelle aux crimes" d'Israël contre la flottille et au refus d'Israël d'en endosser la responsabilité (Agence France Presse, 2 septembre 2011).

2) **Taher al-Nunu** a déclaré que la décision turque était le commencement de la prise de responsabilité israélienne (Site Internet Al-Quds, 2 septembre 2011).

## **Réaction du Jihad Islamique Palestinien**

12. **Nafez Azzam**, membre du bureau politique du JIP, a déclaré que la décision turque d'expulser l'ambassadeur israélien était une "mesure adéquate" et a souligné l'importance des Palestiniens pour la Turquie. Il a ajouté qu'une telle action prouve que les politiques des pays arabo-musulmans dans la région ont récemment changé (Site Internet Paltoday du JIP, 2 septembre 2011).

## ANNEXE

### Extrait des conclusions du Rapport Palmer au sujet du blocus de la bande de Gaza

(Page 2, Paragraphe ii)

- ii. The fundamental principle of the freedom of navigation on the high seas is subject to only certain limited exceptions under international law. Israel faces a real threat to its security from militant groups in Gaza. The naval blockade was imposed as a legitimate security measure in order to prevent weapons from entering Gaza by sea and its implementation complied with the requirements of international law.